

7 Jours Filpac CGT

N° 190 - Lundi 16 janvier 2012

Sarkozy va obéir aux exigences de Standard and Poor's. Il va même s'appuyer sur la dramatisation de l'annonce de la dégradation pour tenter de justifier deux mesures : la TVA dite « sociale » et l'échange de la baisse des salaires contre l'éventuel maintien de l'emploi. Dès le 18 janvier ? Ou bien va-t-il contourner le 18 janvier pour réserver le coup fatal à une annonce télévisée organisée comme un grand spectacle, à la fin du mois ? Quel suspense... **Même en période électorale la mobilisation a sa place pour défendre la Protection sociale, l'emploi et les salaires.**

« Je vais vous standard and pooriser la vie ! »

François Fillon au nom de Sarkozy déclare : « Dégradé, dégradé ? Eh bien, nous allons dégrader un peu plus l'emploi, les salaires et la protection sociale. Je vais standard and pooriser le 18 janvier ! » Voilà ce qu'il explique en substance au nom du président-candidat au *Journal du Dimanche* du 15 janvier (Lagardère), reçu en grandes pompes rue de Grenelle.

La position du gouvernement couché

« *Nous allons tout faire pour la retrouver* », cette note triple AAA, affirme Fillon l'étrillé. C'est vrai, au fond, il n'est que 1^{er} Ministre du pays, ce qui pèse de peu, voire de rien face à l'agence de notation privée.

D'ailleurs le *Journal du Dimanche* à Lagardère rêve tout haut ce que Fillon rumine tout bas : « *Et si Standard and Poor's avait gouverné la France ?* » Mais c'est déjà un peu beaucoup le cas, non ?

Pourquoi cette soumission aux « marchés » ?

Depuis des années, le gouvernement s'est imposé par des lois nationales puis par les traités européens de n'emprunter qu'aux marchés privés pour ses dépenses quotidiennes, qui se chiffrent par milliards.

Maintenant que les taux d'emprunt s'envolent, le pays est à la merci des opérateurs financiers, qui jugent en dernier ressort de sa capacité à rembourser ses emprunts.



La tâche d'un gouvernement, ce serait d'assurer la croissance, le plein emploi, le développement social. Le gouvernement actuel a basculé dans l'intégrisme libéral, tournant le dos à toutes les tâches démocratiques.

Le gouvernement a renoncé à sa propre politique budgétaire, puisque dorénavant c'est le taux d'emprunt aux banques privées qui fait la loi et le budget de l'Etat, dans lequel le service de la dette est le 3^e poste.

Quand la Banque centrale a été créée pour gérer la monnaie unique, sa mission n'a pas été celle d'une banque fédérale européenne, mais celle de jouer le rôle d'une banque privée continentale, sans compte à rendre aux Etats de l'Union.

C'est l'orientation libérale du gouvernement qui accorde tout le pouvoir aux agences de notation des marchés privés. C'est une soumission volontaire. C'est une politique, qui fait faillite sous nos yeux.

Faire payer la facture aux classes populaires, voilà l'obsession unique du gouvernement

Question du JDD : « *Le sommet social de mercredi est-il remis en question par la perte du triple A ?* »

Réponse de F. Fillon :

« La décision de Standar and Poor's rend ce rendez-vous plus pertinent que jamais. Il faut faire maintenant les réformes de compétitivité. Comment faire en sorte que tous les chômeurs soient formés aux métiers qui correspondent à des besoins de l'économie française, comment baisser le coût du travail en réformant le financement de la protection sociale, comment mettre en place de la souplesse dans les entreprises avec les partenaires sociaux (sic). »

Donc des lois à l'allemande (les lois Hartz) pour obliger les chômeurs à prendre n'importe quel boulot, n'importe où, à n'importe quel tarif, sous peine de suppression des indemnités. Telle est la pratique du patronat allemand, qui a vidé le chômage d'un nombre important de personnes, pour les verser dans la pauvreté et la précarité sans fin.

Donc échanger un non-licenciement contre une baisse et une variation continue des salaires, qui ne seront plus encadrés par un SMIC ou une convention collective (comme en Allemagne).

Donc s'en prendre à la Sécurité sociale par le transfert des cotisations patronales vers l'ensemble de la population, par une TVA « sociale », que Fillon appelle de ses vœux dans les colonnes du JDD.

Pourquoi nous standard and pooriser la vie ? Parce que TINA !

Fillon emploie un argument usé jusqu'à la corde qui vient de se rompre :

« Face à la politique qu'incarne le président de la République, il n'y a pas d'alternative crédible au regard de la situation économique et financière. »

Tina encore, s'agissant de l'Allemagne :

« Il n'y a pas d'alternative à une entente forte entre nos pays. »

TINA ? There is no alternative. Le slogan des croisés du libéralisme... A quoi sert alors le 22 avril, puisqu'il n'y a pas d'alternative ?

Si ! Une autre politique est possible : desserrer l'étau des marchés financiers, briser l'emprise des banques, voilà l'alternative.

Comment ?

- Réaliser un audit citoyen sur « la dette »
- Transformer la Banque centrale européenne en banque fédérative qui prête à taux zéro aux Etats de la zone euro.
- Remplacer l'obligation d'emprunter aux marchés privés par le recours à la Banque centrale européenne.
- Les banques doivent séparer leur fonction de banque de dépôt et leur activité de banque d'affaires.
- Créer un pôle financier public, par la récupération des fonds spéculatifs et l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, dont la fonction sera d'assurer le développement social et économique du pays.
- Restaurer l'autorité et la stabilité de la protection sociale par la fin des exonérations patronales, la récupération des dettes indues, et la mise en place de cotisations patronales récupérées sur les dividendes et les surprofits financiers.
- Appliquer les termes de la constitution française, concernant le droit à l'emploi, et instaurer un recours suspensif des comités d'entreprise contre les licenciements.



Directeur de la publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr - Antoine Peillon
FI LPAC-CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil
cedex Tél. : 01 48 18 80 24 - Fax : 01 48 51 99 07 filpac@filpac-
cgt.fr www.filpac-cgt.fr

Réunion de banquiers réjouis par la réaction de Sarkozy